

CGT - CFDT - FO - UNSA - FSU - CFTC

POUR DEFENDRE ET AMELIORER :

⇒ **LES 35 HEURES**

⇒ **LES SALAIRES**

⇒ **L'EMPLOI**

⇒ **LES DROITS DU TRAVAIL**

Manifestation départementale intersyndicale

Samedi 5 février 2005 – NEVERS

10h départ devant la gare

Dans le cadre de la journée nationale, les organisations syndicales nivernaises CGT, CFDT, FO, UNSA, FSU et CFTC appellent l'ensemble des salariés du privé, du public, les demandeurs d'emploi et les retraités à une journée nationale d'actions et de mobilisations locales dans toute la France, le 5 février 2005 sur :

- le temps de travail (35h, jour férié ..)
- l'exigence de vraies négociations salariales dans le public et le privé pour permettre le développement du pouvoir d'achat
- le développement de l'emploi,
- la défense du code du travail menacé par les dérégulations.

Défendre et améliorer les 35 heures

Le gouvernement veut assouplir les 35 heures par une loi à l'assemblée début février. Il entend augmenter le temps de travail par l'allongement des heures supplémentaires selon le bon vouloir du patronat. Alors que pour relancer les embauches, il faudrait maintenir la RTT et l'étendre à tous les salariés des PME.

Défendre et améliorer l'emploi

De nouveau des centaines d'emplois sont menacés dans le privé :
Aciéries d'Imphy, ATB-Selni, Facom, Anelec Nevers, Dim Château-Chinon...
et dans le public :
Education Nationale, la Poste, Finances, SNCF, Equipement, 13ème BSMAT et manque d'effectif dans la santé et dans tous les services publics.
Pour stopper ces plans de destruction, il faut se mobiliser pour d'autres choix.

Défendre et améliorer les salaires

Partout les salaires stagnent, le pouvoir d'achat des salariés et retraités reculent. Les dirigeants des grandes entreprises et les actionnaires se sont largement servis. Pour relancer la consommation pour répondre aux besoins il est urgent d'obtenir des augmentations.

Défendre et améliorer les droits du travail

Le MEDEF rêve de travailleurs sans droits. Il veut réduire et supprimer les garanties collectives. Le gouvernement lui a accordé le droit de licencier à sa guise. Ces choix amènent l'insécurité sociale pour tous. Se mobiliser pour construire des droits pour tous est une urgence.

Après la forte mobilisation de la semaine d'actions dans les services publics et largement approuvée par les usagers que nous sommes tous, le 5 février sera l'occasion à nouveau de se faire entendre